PROJET DE DECRET SUR LA RADICALISATION ET FABRIQUES D'EGLISES

- Ce projet de Décret s'inscrit dans le cadre d'une prévention de la radicalisation et c'est dans ce cadre, aussi précis qu'étrange, qu'il entend transformer les obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, soit pour le culte catholique, celles qui incombent aux fabriques d'églises.

- C'est assurément une mauvaise manière de procéder que de traiter la réforme d'une institution au travers d'un objectif qui lui est étranger. C'est donc une mauvaise manière de procéder que de réformer la législation sur les fabriques d'églises à partir d'une problématique de radicalisation. Quoique le Gouvernement wallon puisse dire par ailleurs, les fabriques d'églises, comme les autres institutions qui leur correspondent, sont ici perçues comme des lieux de radicalisation et l'on veut les réformer pour qu'elles ne le soient plus. C'est absurde. Et ce l'est tellement qu'on en vient à penser que le Gouvernement wallon se sert ici de ce prétexte, la radicalisation, dans un but inavoué et pour pénétrer indument dans la gestion des sacristies et du culte.

Un texte qui manque ses deux cibles

- A poursuivre dans un même texte ces deux objectifs, la lutte contre le radicalisme et la réforme des fabriques d'églises, le Gouvernement wallon les manque l'un et l'autre. En voici quelques exemples, parmi d'autres aussi incongrus :
1. Le Gouvernement wallon veut contrôler le financement des mosquées parce qu'elles seraient financées par des pays qui, comme l'Arabie Saoudite, les inciteraient tenir des discours radicaux. Est-ce une raison pour menacer tous les cultes, et des paroisses qui existent depuis des siècles et ne bénéficient d'aucun apport financier étranger, de disparaître du paysage belge au prétexte que leurs fabriques d'églises ont omis de demander l'autorisation de bénéficier d'un legs ou d'une donation de 10.000 euros ? Et cela, alors même que ces sommes reçues sont inscrites à leur budget et que ce budget est contrôlé par les pouvoirs publics ? Sans doute la législation qui veut que les fabriques d'églises, et les organismes qui leur sont assimilés, demandent l'autorisation de recevoir dons et legs d'où qu'ils viennent, est ancienne et toujours suivie sauf accident. Mais elle est ici aggravée puisqu'à l'oublier, ce n'est pas la responsabilité de la fabrique d'église qui sera mise en cause, mais celle de la paroisse elle-même, de la communauté des fidèles. Elle risque pour cette raison de disparaître, de n'être plus

« reconnue » de devenir une espèce particulière d'association de fait. C'est extravagant. Et ce l'est pour trois raisons :

- a) La **sanction est inadaptée et démesurée** par rapport à la faute qui parfois n'en est pas une.
 - b) **La fabrique d'église ne représente pas la paroisse** Faute d'esprit, de mesure et de bon sens le Gouvernement wallon réinvente ici la punition collective puisque des croyants, qui n'ont rien à voir avec la gestion des biens affectés au culte, pourront se voir désormais frapper d'une espèce de mort civile dans l'exercice du culte, dans l'exercice de cette liberté constitutionnelle.. Leur église pourra leur être enlevée, leur curé pourra être chassé de son presbytère, voire comme le prétend Mr. DERMAGNE privé de son traitement ... Imagine-t-on demain qu'une commune puisse disparaître, n'être plus reconnue, parce qu'une faute a été commise dans sa gestion financière ? Imagine-t-on qu'un bourgmestre pourrait perdre son traitement pour cette question ?
 - c) Enfin, et c'est la troisième raison, en décidant qu'une paroisse pourra être supprimée en raison d'une faute de son organe de gestion, le Gouvernement wallon renforcera la possible radicalisation de cette communauté des fidèles. Elle sera désormais libre d'agir comme elle veut sans référence au pouvoir public. Elle tombera dans une clandestinité propice à toutes les dérives que l'on prétend vouloir éviter.
2. Et voici un autre exemple. Le gouvernement wallon veut contrôler les mosquées clandestines. Soit, mais est-ce une raison pour imposer à toutes les communautés qui développent « une thématique culturelle », le devoir de se faire enregistrer, et cela quels que soient leurs statuts, qu'elles disposent ou non de la personnalité juridique, qu'elles disposent ou non de subsides publics. C'est extravagant et contraire à la Constitution qui donne aux belges le droit de s'assembler, de s'associer sans qu'ils doivent auparavant se soumettre à des mesures préventives. Le Gouvernement wallon a peur de l'Islam. Il faut se méfier des gens qui ont peur et davantage encore des hommes politiques quand ils ont peur. Cette mesure est dépourvue de sanction et pour cause... Le Gouvernement wallon serait bien en peine d'en trouver une sauf à violer la Constitution – ce qui, sans doute ne le gênerait pas trop- sauf surtout à apparaître comme un état policier, ce qu'il craint de laisser voir et de laisser penser. A défaut de sanction le Gouvernement wallon brandit une menace. Si ces « communautés » qui développent « une thématique culturelle » veulent à l'avenir

bénéficier d'une « reconnaissance » leur ouvrant la porte des subsides elles ne pourront l'obtenir que si elles apportent la preuve qu'elles se sont fait « enregistrer » trois ans auparavant. Le Gouvernement wallon a l'esprit court et de même qu'un « mauvais pommier produit de mauvaises pommes », ceux qui ont l'esprit court ne peuvent avoir que des pensées de même ordre. Ainsi en est-il du Gouvernement wallon qui pense que l'argent de l'Etat est essentiel à la religion, à l'Eglise et qu'à défaut de le recevoir, elle ne pourra que mourir. Laissons le penser ainsi. .. Mais il pourrait aussi poursuivre **un but plus pervers** : en effet dans même temps qu'il permet pratiquement aux communes de ne pas satisfaire à leurs obligations, de financer de moins en moins l'entretien des églises, jusqu'à les laisser tomber en ruine (Seraing, Herve, Flémalle..) le Gouvernement wallon, par cette obligation de l'enregistrement, voudrait quand même conserver un droit de regard sur le fonctionnement du culte. Moins ou plus de financement pour les cultes mais tout autant de contrôle. C'est extravagant et non démocratique. Dans son volumineux rapport, le député JEHOLET, l'avait remarqué : Un peu de financement lui semblait nécessaire si l'on voulait pouvoir contrôler les cultes. Un peu, voire le moins possible, pourvu que le contrôle subsiste. C'est ce que prévoit finalement ce décret

Une chose est pourtant certaine, pour autant qu'ils existent, les lieux de culte dangereux ne se feront certainement pas enregistrés. Et le ministre de menacer : « elles seront alors surveillées ». Qu'attend-il pour le faire puisqu'il prétend déjà les connaître ?

3. Le ministre veut encore « cadastrer » les lieux de culte. Est-ce bien raisonnable pour des églises, des temples, des synagogues, des mosquées qui le sont déjà et parfois depuis des siècles. Est-ce raisonnable de leur envoyer les pompiers, d'exiger des fabriques qu'elles produisent titres de propriété et permis de bâtir spécifique, de vouloir qu'elles comptent les fidèles et qu'on parle le français dans les fabriques, Mais en réalité ce n'est pas le cadastre des lieux de culte que le Gouvernement wallon se propose d'établir, c'est ce qui s'y fait, ce qui s'y dit qu'il veut cadastrer, surveiller. Et c'est extravagant.
4. Il y a dans ce décret un chapitre qui ne concerne que l'Eglise Catholique. C'est celui qui vise les fabriques d'églises dites « déchues ». Il s'agit de paroisses, souvent fort anciennes, qui, dans le complet respect de la Loi du 4 mars 1870, ont « choisi » délibérément de refuser les secours communaux pour conserver leur liberté. Ce choix

était parfaitement légal. Les paroisses dont dépendaient ces fabriques le restaient. Elles étaient reconnues comme telles mais ne disposaient plus de secours communaux et provinciaux. Les curés de ces paroisses continuaient à percevoir leur traitement. L'époque était intelligente et faisait la distinction entre paroisse et fabrique. La nôtre, en ce qui concerne le Gouvernement wallon, ne l'est plus. En effet dans ce projet de Décret, c'est cette reconnaissance comme paroisse qu'on risque de leur ôter si elles ne se soumettent pas à l'obligation de fournir annuellement un « rapport d'activités » au Gouvernement wallon. C'est ce même Gouvernement qui déterminera ce que ce rapport devra contenir et l'on note insidieusement qu'il comprendra en tout état de cause « un volet sur l'absence de violation de toutes les législations existantes ». De quel droit intervient-on ici dans la vie des communautés locales qui, par hypothèse, ne demandent plus de secours aux pouvoirs publics et qu'aux yeux de tous elles ont toujours vécu paisiblement ? De quel droit le Gouvernement wallon intervient-il préventivement dans l'exercice de cette liberté constitutionnelle ?

Un projet incohérent, antidémocratique et anticonstitutionnel

1. Le projet du Gouvernement wallon maintient sa volonté de prévenir la radicalisation « revendiquée au nom des cultes ». C'est une erreur et une faute en ce que ce projet stigmatise les cultes en tant que tels. Le projet de décret le reconnaît lui-même en notant et en reconnaissant que les croyances philosophiques reconnues – le christianisme est-il une croyance philosophique ? – ne sont pas « à l'origine de comportements du radicalisme violent ». « Mais que ces comportements sont le fait d'individus qui trouvent refuge dans des discours radicaux violents, haineux, prononcés « au nom d'un culte ». Si ces comportements sont le fait d'individus, c'est eux qu'il faut combattre et non les « croyances philosophiques » dont ils se réclament à tort. Le Gouvernement wallon prétend avoir pour objectif « d'organiser un dispositif global se basant sur la prévention et favorisant un climat de confiance (sic) plutôt que de méfiance et de crainte. *Par sa stratégie de prévention du radicalisme, la Wallonie tente d'apporter des réponses durables aux causes de fond (sic) de la radicalisation tout en veillant à ne créer aucun amalgame (sic) et ce, dans le respect des valeurs fondamentales du vivre ensemble* ». Le Gouvernement wallon fait le contraire de ce qu'il dit.

2. **Les Fabriques d'églises** et les organes assimilés des autres cultes sont des organismes comptables. Ils gèrent sous la surveillance étroite des chefs de culte et des pouvoirs locaux – communes et provinces- le temporel du culte, soit les biens qui sont affectés à son exercice. Elles **ne représentent pas les paroisses** Que viennent faire les membres d'un conseil de fabrique - le bourgmestre de la commune en est un - dans une problématique de radicalisation ?
3. La liberté des cultes, celle de leur exercice publique comme la liberté de manifester ses opinions sont garanties par la Constitution. Ces libertés font parties des Droits de l'Homme. L'Etat ne peut s'ingérer dans l'organisation interne des cultes, leur dicter ce qu'ils peuvent dire et ce qu'ils ne peuvent pas dire, leur imposer quoi que ce soit dans l'enseignement et la pastorale qu'ils développent. Et pourtant c'est ce que fait ici indirectement et insidieusement, le Gouvernement wallon. Sans doute, le Gouvernement peut-il soumettre la reconnaissance des paroisses et autres communautés locales à certaines exigences et conditions, si elles veulent être soutenues financièrement par les pouvoirs publics. Mais d'aucune façon, il ne peut s'ingérer dans l'organisation des cultes (Const. art.21) **En conséquence, la compétence du Gouvernement et des pouvoirs publics s'arrête à vérifier la bonne utilisation des fonds publics affectés à l'exercice de ce culte. Il n'a pas à intervenir là où aucune reconnaissance n'est demandée, là où une reconnaissance a déjà été obtenue, là où aucun fond public n'est mis à la disposition du culte envisagé.** Sa compétence s'arrête à la possibilité de réprimer les délits commis dans l'exercice de ce culte, dans l'exercice de cette liberté constitutionnelle. Il est de règle, en effet, que **les libertés constitutionnelles ne souffrent pas les mesures préventives.** Or, le projet du Gouvernement wallon, multiplie les mesures préventives dans le même temps qu'il exprime beaucoup de méfiance vis-à-vis des cultes, un souci continu de pénétrer indûment dans les sacristies, d'en gérer le discours, de s'insinuer là où il n'a pas à mettre les pieds, sauf à n'être plus démocratique, sauf à violer lui-même les Droits de l'Homme qu'il prétend respecter et faire respecter.
4. Le Gouvernement est libre de formuler ses exigences lorsqu'un culte demande sa reconnaissance et, par conséquent, son financement mais il ne peut pas dépasser certaines limites. A cet égard, dans les dix-huit points que les communautés locales devront respecter si elles veulent être reconnues, **ou continuer de l'être si elles le sont déjà**, certaines dépassent ces limites. La principale de celles-ci étant l'exigence d'une « déclaration sur l'honneur » – elle deviendra plus loin un serment – de respecter

l'ensemble de la législation belge, de ne pas collaborer à des actes contraires aux législations existantes, de ne pas s'associer à des propos ou à des actes contraires à la Constitution et à la Convention de la Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Or, il est certain **que l'autonomie des cultes implique une liberté de ton, de propos et d'attitude face à l'agir politique et gouvernemental.** L'autonomie des cultes fait qu'ils doivent parfois pouvoir s'opposer aux lois existantes, aux lois sociétales. Chaque Eglise, chaque chrétien, pour rester lui-même, ne peut s'aligner purement et simplement sur les décisions d'une majorité parlementaire quelle qu'elle soit. L'esprit du monde n'est pas celui de l'Eglise. L'Eglise se doit d'être un miroir pour la société, un miroir qui lui renvoie ce qu'elle est, parfois barbare, parfois injuste, parfois criminelle. Les sociétés démocratiques peuvent dérailler et le vote démocratique, l'actualité le montre à suffisance, n'est pas toujours garant de ce qui est juste et équitable. Il appartient aux cultes, aux Eglises, dans la mesure où ils sont sans autre pouvoir que celui de la parole, de le faire savoir avec humilité sans doute mais aussi avec courage et détermination. Il appartient à l'Etat de protéger cette liberté. Une religion qui serait simplement adaptée à ce que souhaite le Gouvernement ne serait plus ni respectable, ni respectée. Elle perdrait sa raison d'être. Le serment que l'on veut imposer aux ministres du culte, comme d'ailleurs aux membres des fabriques, est contraire à la Constitution belge. **C'est précisément pour lutter contre ce genre de mesures qu'elle a été, à l'époque, écrite et votée.** La séparation de l'Eglise et de l'Etat implique comme corolaire la séparation de l'Etat et de l'Eglise. L'Etat, dit la Constitution n'a pas à intervenir dans la nomination des ministres du culte. Il n'a donc pas à leur imposer de serment et cela vaut pour tous les cultes. Lier, à nouveau, l'existence d'une paroisse à cette prestation de serment n'est pas démocratiquement concevable. Et cela ne le serait pas davantage si ce serment devenait « une déclaration sur l'honneur »

5. En s'attribuant le pouvoir de supprimer des paroisses qui existent depuis toujours, qui sont reconnues depuis toujours au motif qu'elles ne rempliraient pas toutes les conditions nouvelles qu'il s'est mis en tête de leur imposer, le Gouvernement wallon ne respecte pas la Constitution. Les paroisses catholiques existent pour beaucoup d'entre elles depuis le moyen-âge. Leur structure est connue. La gestion de leur temporel est soumise à une tutelle suspicieuse et voici que maintenant le droit à leur existence officielle est soumis à des conditions nouvelles « pour lutter contre une « radicalisation » qu'elles n'ont jamais connue. C'est extravagant et quelque peu délirant, sorti de l'imagination affolée d'un personnel politique dépourvu d'esprit. .

6. Derrière les portes, et en chuchotant, on entend dire que ce qui est visé ici c'est le culte islamique mais que par motif d'équité, on est obligé d'appliquer cette législation à tous les autres cultes même s'ils sont complètement indemnes de radicalisme. Quelle est cette équité nouvelle ? Il est, en effet, de jurisprudence qu'on ne rompt pas l'égalité de traitement, qu'on ne blesse pas la règle de non-discrimination dans la jouissance des droits et des libertés lorsqu'on tient compte de différences objectives et raisonnables.. Le principe de la non-discrimination n'exclut pas qu'une distinction puisse être faite entre différentes catégories de personnes pour autant que le critère à la base de cette distinction soit susceptible de justification objective et raisonnable. Et c'est bien le cas ici. Il y a des distinctions à faire entre les cultes. Ce qui est visé dans ce projet, mais ce qui n'est jamais nommé – bien-pensance oblige – c'est l'Islam et la radicalisation de « certaines » mosquées. C'est un problème particulier qui nécessite une réponse particulière et adaptée. En traitant tous les cultes de la même façon, le Gouvernement wallon fait preuve non seulement de paresse intellectuelle mais de couardise, de faiblesse politique et d'injustice. Il devient despotique. Il ennuie tout le monde pour se donner l'impression de ne viser personne en particulier. Loin d'aboutir à ce qu'il prétend obtenir en termes de non radicalisation, c'est le contraire qui va se passer. Il va monter les cultes les uns contre les autres. Il va favoriser les cultes clandestins par le biais des non reconnaissances culturelles. Il va favoriser ce contre quoi il prétend lutter. Il va le faire par idéologie et en mauvaise foi.
7. Dans cette question, c'est le culte catholique qui sera principalement « impacté » et certains hommes politiques qui fréquentent la laïcité ne manquent pas de s'en réjouir. Le mouvement laïc échappe évidemment à ces mesures car il est bien entendu pour le Gouvernement wallon qu'il n'y a pas d'ayatollah dans ces milieux ! Et que dans les temples maçonniques le rituel se déroule à ciel ouvert, qu'on n'y tient qu'un discours « citoyen ».
8. Il y a un problème du côté de l'Islam. Il faut le traiter pour ce qu'il est. Pour cela, il y a en Belgique un arsenal juridique suffisant. Il est civil, il est pénal. Il est environnemental et urbanistique. La législation sur les ASBL devrait permettre de corriger bien des égarements, la législation pénale de rencontrer les problèmes de criminalité s'il s'en trouve. Mais le Gouvernement wallon a peur. Il craint de stigmatiser la communauté musulmane. Nous n'avons certainement pas besoin d'hommes politiques qui ont peur. Ils ne peuvent produire que des décrets liberticides et les multiplier.

9. A la base de ce décret, il y a une nouvelle philosophie des rapports entre l'Eglise et l'Etat. La Constitution – elle est toujours en vigueur - avait établi un rapport de collaboration entre deux instances considérées comme autonomes. Il n'en est plus question ici. C'est la soumission des cultes à l'Etat qui s'exprime dans le projet. Ces hommes politiques ne se regardent jamais dans leurs égarements. Les égarements, c'est pour les autres. Pourtant, dans le radicalisme, il y a une responsabilité et une responsabilité majeure des pouvoirs publics. Et encore une fois les démocraties peuvent dérailler, devenir comme ici abusivement autoritaires. La démocratie n'est plus alors qu'un mot derrière lequel certains hommes politiques se cachent pour faire n'importe quoi.
10. Notons enfin que sans vergogne, tout ceci s'est fait en dehors de tout débat public, sans aucune consultation réelle des cultes. Sans information réelle. En prétendant que son Décret a fait l'objet d'une « large consultation depuis le départ », le Gouvernement wallon ne dit pas la vérité. Et il est aussi extravagant de devoir le constater, de constater qu'une question qui touche à l'exercice d'une liberté constitutionnelle est ainsi confisquée et traitée en grand secret dans des groupes plus ou moins clandestins. Les hommes politiques n'ont que la transparence à la bouche. Pourquoi se veulent-ils ici à l'opposé ?
11. En conclusion, il apparaît bien que l'Islam radical n'est ici qu'un prétexte et un mensonge pour permettre une plus large ingérence des pouvoirs publics dans les affaires intérieures du culte.. Les mesures annoncées ne sont pas conformes à la Constitution et aux lois du peuple belge. .

30 .4.2017

R.COLLINET

Vicaire épiscopal. Liège